

Intervention de M. Erwin Teufel, Ministre-président

(pour le Bundesrat allemand)

**lors de la session de la Convention européenne des 5 et 6
décembre 2002**

Seul le texte prononcé fait foi !

Embargo : début du débat

[Adresse]

1. En très peu de temps, le groupe de travail « Liberté, sécurité et justice » a présenté un rapport final remarquable concernant ce sujet vaste et difficile.
2. J'approuve dans une large mesure ce document et je remercie M. John Bruton ainsi que le groupe de travail de leur excellent travail. Avec ses deux « règles d'or », ce groupe a choisi la bonne approche pour résoudre les problèmes dans la politique de la Justice et des Affaires Intérieures :
 - Dissolution de la structure en piliers tout en gardant les procédures spécialisées de la coopération dans les domaines de la police et de la coopération judiciaire en matière pénale;
 - Distinction claire entre l'activité législative et le renforcement de la collaboration opérationnelle au niveau de l'Union.
3. C'est avec raison que le rapport recommande de rapprocher, en principe, les instruments de la coopération policière et judiciaire en matière pénale des formes d'action éprouvées relevant du « premier pilier », ou bien d'examiner dans quelle mesure les formes d'action peuvent s'appliquer également dans le domaine de l'actuel « troisième pilier ». Mais ce serait aller trop loin que de vouloir appliquer des règlements et des directives de façon générale dans l'entièreté de l'actuel « troisième pilier », sans prendre en compte les particularités du droit pénal et du travail de la police.
4. En principe, il est également correct de recommander l'application de la procédure de codécision en combinaison avec la décision à la majorité qualifiée dans autant de domaines que possible. Il faut toutefois que des questions revêtant une importance fondamentale, comme par exemple l'extension des compétences d'Europol, continuent à être décidées à l'unanimité. Dans tout le domaine du droit pénal, très étroitement lié aux différentes traditions juridiques nationales, beaucoup plaide en faveur de

maintenir le principe de l'unanimité, au moins pour une phase de transition.

5. Je me réjouis beaucoup que le rapport final propose d'intégrer dans le Traité le principe du partage équitable des charges en ce qui concerne la politique en matière d'asile et de réfugiés. Dans le domaine de la politique de l'immigration, il convient toutefois de préciser que l'Union européenne n'a pas de compétence pour régler l'accès au marché de l'emploi dans les États membres.
6. Avant la création d'un parquet européen il convient d'examiner attentivement si celle-ci apporterait véritablement une valeur ajoutée par rapport à une coopération améliorée entre les autorités nationales responsables des poursuites. Il faudrait répartir clairement les tâches et les compétences entre un éventuel parquet européen et les autorités nationales. Un parquet européen pourrait avoir comme fonction notamment de protéger les intérêts financiers de l'Union européenne.
7. L'installation d'une police frontalière européenne indépendante devrait être vue comme une tâche à long terme. Ce qui est nécessaire à court terme, en particulier après l'élargissement de l'Union, c'est un système uniforme visant à maintenir la sécurité intérieure en Europe. Une gestion intégrée des frontières sous forme d'un système de coopération des États membres est aujourd'hui une bonne manière d'améliorer la protection des frontières extérieures de l'Union.
8. Le temps de parole limité m'a permis d'exprimer ma position uniquement sur quelques-uns des thèmes du rapport final. Vous savez qu'en Allemagne ces questions relèvent de la compétence des Länder. Ainsi, les ministères compétents des Länder ont élaboré un avis écrit complet au sujet de la « liberté, sécurité et justice » qui est disponible ici dans la salle de réunion. Je vous invite à prendre en considération ce document dans les délibérations à venir.